

«Taxer les plus riches en faveur des pays du Sud est faisable»

REDISTRIBUTION Alors que les conséquences du réchauffement climatique s'accumulent dans les nations les moins nanties, la Prix Nobel d'économie Esther Duflo, de passage à Zurich, plaide pour un système de taxation des personnes les plus fortunées. Malgré les vents contraires

LASSILA KARUTA, ZURICH

Peut-on taxer les 3000 personnes les plus fortunées de ce monde pour générer des revenus permettant aux pays les moins nantis de s'adapter au changement climatique? Par les temps qui courent, l'idée paraît farfelue: l'heure est en effet au renforcement des budgets militaires et à la diminution de l'aide au développement, en Suisse tout comme dans les autres pays développés. Esther Duflo, Prix Nobel d'économie 2019, qui plaide pour ce mécanisme, reste convaincue de sa faisabilité.

«Je propose cette idée les yeux ouverts. Avec la guerre commerciale lancée par les Etats-Unis, je suis consciente que les gens sont préoccupés par d'autres thèmes. Mais les conséquences du réchauffement climatique aux quatre coins du monde sont de plus en plus importantes et nous ne pouvons pas rester les bras croisés», a affirmé dimanche celle qui s'est notamment distinguée pour ses travaux sur la lutte contre la pauvreté, lors d'un débat organisé au festival Theater Spektakel à Zurich.

Sur une scène construite au bord du lac, à côté de personnes en train de nager et d'autres faisant du bateau, Esther Duflo, a expliqué les enjeux de ce projet de taxation à un public hétéroclite: jeunes et personnes âgées étaient venus nombreux pour

l'écouter. «Lorsqu'on parle du changement climatique, les gens pensent aux incendies qui ravagent l'Europe actuellement. Mais cela n'est qu'une partie de ce phénomène. La hausse des températures graduelle en est une autre, ayant des conséquences très importantes. Et ce phénomène se fait ressentir en particulier dans les pays situés dans des régions déjà chaudes car ils n'ont pas les moyens pour s'en protéger», indique la Française qui fut conseillère de l'ancien président

taires d'ici à 2100 en raison de la chaleur uniquement, en dehors des pays membres de l'OCDE. «Presque autant que l'ensemble des décès dus au cancer à l'échelle globale. Il y a donc urgence à agir.»

Divergence sur les montants à la COP29

Si presque tout le monde s'accorde sur l'importance de mettre en place des mécanismes pour aider les pays à faibles revenus à faire face au changement climatique, les montants exacts divisent les nations de l'hémisphère du nord et ceux du Sud. La dernière conférence sur le climat, la COP29, tenue en 2024 à Bakou en Azerbaïdjan, a abouti à un objectif de financement de 300 milliards de dollars par an d'ici à 2035, contre 100 milliards auparavant.

«Cet argent n'est pas suffisant», argumente la présidente de l'Ecole d'économie de Paris. Nous avons une dette écologique envers les pays du Sud qui augmente chaque année.»

Pour lever des sommes plus importantes, Esther Duflo propose une taxation de 2 à 3% des revenus des personnes les plus riches de la planète. «Il faudrait que le projet soit mondial pour qu'il ait un vrai impact. Cela permettrait de collecter jusqu'à 400 milliards de dollars par année supplémentaire et cela ne serait pas un prélèvement

«Nous avons une dette écologique envers les pays du Sud qui augmente chaque année»

ESTHER DUFO, PRIX NOBEL D'ÉCONOMIE

américain Barack Obama. Ses recherches menées en collaboration avec les économistes Abhijit Banerjee et Michael Kremer ont notamment permis à de nombreux pays d'avoir des méthodes efficaces permettant d'évaluer l'impact de l'aide au développement.

Selon la professeure du Massachusetts Institute of Technology (MIT), des études anticipent 6 millions de morts supplémentaires d'ici à 2100 en raison de la chaleur uniquement, en dehors des pays membres de l'OCDE.



Esther Duflo, présidente de l'Ecole d'économie de Paris. (PARIS, 30 AOÛT 2023/CYRIL ZANNETTACCI/AGENCE VU/KEYSTONE)

injuste mais un partage plus équitable des richesses. C'est un projet faisable», estime la chercheuse, tout en relevant que les pays occidentaux bénéficieront à moyen et long terme de ces investissements. Cette contribution aidera notamment les pays à faibles revenus, dont les émissions de CO2 vont augmenter avec le temps, à aussi mettre en place des mesures en faveur du climat.

La faisabilité du projet porté par l'économiste de renommée internationale s'inspire en partie de la taxation des multinationales à un taux minimum de 15%, une initiative de l'OCDE. Après de nombreuses années de négociations, de nombreux pays ont adopté ce texte pour réduire l'évasion fiscale des grands groupes. En Suisse, cette réforme fiscale est entrée en vigueur en janvier 2024. Mais la viabilité de cette initiative

pose des questions. Les Etats-Unis ont obtenu en juin des pays du G7 qu'ils ne taxent plus les conglomérats américains au taux minimum de 15%. Et les milieux économiques helvétiques sont en train de plaider en faveur de la suspension de cette mesure après l'entrée en vigueur des tarifs douaniers américains de 39%. En pleine guerre commerciale, le projet d'Esther Duflo aura donc du mal à convaincre. ■